

# Nos propositions

## (1) Prévention

Augmentation de la dotation des CEGGID pour accompagner l'élargissement de leurs missions.

Augmenter l'offre de dépistage, mener des campagnes d'incitation, former les professionnels de santé pour faire évoluer leurs pratiques de proposition du dépistage.

Mener des larges campagnes de promotion des outils de prévention combinée, auprès de tous les publics cibles.

Dans les écoles, collèges, lycées, universités, une éducation à la santé sexuelle qui reflète la diversité des pratiques, des orientations sexuelles et des identités de genre, sensibilise au consentement et informe sur tous les dispositifs de contraception et/ou de prévention.

Amélioration de la qualité des capotes mises à disposition des associations. Baisse du prix (2 euros les 10 capotes haut de gamme).

Baisse du prix des autotests, de la TVA, ouverture accélérée à la concurrence, élargissement des conditions de distribution aux associations, y compris celles qui ne font pas des TROD.

Rendre plus facilement accessible le TPE, permettre la dispensation par des infirmières, des pharmaciens, des généralistes, des structures associatives, et renforcer l'information sur celui-ci.

Informersur les recommandations de vaccination (Hépatite B, hépatite A, méningocoques, HPV) auprès des publics concernés, demander l'élargissement de la recommandation vaccinale HPV pour tous les jeunes à partir de 11 ans.

## (2) Situation sociale des personnes vivant avec le VIH

Garantir la continuité des aides dispensées aux malades par les MDPH : AAH, invalidité, PCH. Assurer l'implication de l'état pour verser aux départements les enveloppes nécessaires. Pas de réforme des minima sociaux qui impliquerait des perdants. Simplification des démarches des bénéficiaires. Revalorisation globale des aides sociales et des retraites, au-delà des l'évolution des prix (inflation).

Assurer l'accès à l'assurance et aux crédits pour les personnes séropositives ou atteintes par une pathologie grave en limitant la surprime. Généraliser le droit à l'oubli. S'assurer que les cas des discriminations par les banques ou les assurances sont condamnés.

Veiller à ce que le fonds handicap ne serve qu'à l'insertion des personnes en situation de handicap, et de toutes ces personnes. Renforcer les sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs d'emploi de personnes en situation de handicap et ne veillent pas à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Favoriser l'accès des PVVIH au logement, en particulier aux logements sociaux. Réquisition des logements vides.

Formation des personnels au VIH/Sida dans les maisons de retraite pour prendre en charge les PVVIH qui entreront en institution (80 000 PVVIH auront dans les 10 prochaines années atteint l'âge de la retraite) et création d'une enveloppe pour les médicaments coûteux, afin que le coût des antirétroviraux ne puisse plus être un motif de refus d'entrée dans les EHPAD.

## (3) Système de santé, prise en charge et parcours de soins

S'assurer de la réalisation du bilan annuel de synthèse et s'assurer que le suivi se fasse aux intervalles de temps définis par le rapport Morlat (LIEN).

Lutter contre le désengagement de l'état et les tendances qui remettent en cause la solidarité du système de santé, et l'accessibilité géographique aux soins. Garantir de bonnes conditions de travail pour les personnels, en particulier hospitaliers, gage de la bonne qualité des soins proposés.

Promotion de la santé globale des personnes vivant avec le VIH, y compris le bien-être et la santé mentale.

Suppression de toutes les franchises médicales, lutter contre les déremboursements, 0 reste à charge.

## (4) Fonctionnement et financement de la lutte contre le sida

Une coordination au niveau interministérielle de la

lutte contre le sida, qui fait le lien avec les initiatives développées aux niveaux régionaux ou locaux.

Un rattrapage des coupes silencieuses de la France au Fonds Mondial et à UNITAID, une augmentation de la contribution 2016-2019 au Fonds mondial, et des efforts exceptionnels consentis pour atteindre le niveau de financement jugé nécessaire par l'ONUSIDA, reposant en particulier sur l'élargissement de la base de taxe sur les transactions financières.

Pour financer le système de santé, revenir sur le système de plafonnement des cotisations sur les salaires dépassant le plafond de la sécurité sociale.

## (5) Big pharma

Réformer la fixation du prix des médicaments et le système de brevets, renforcer le rôle et les moyens de la recherche publique, faire nos revendications de la campagne internationale [www.pharmagreedkills.com](http://www.pharmagreedkills.com)

Favoriser l'inclusion des femmes et des personnes trans dans les essais.

Intensifier la mise à disposition de moyens de prévention et de traitements grâce aux financements internationaux disponibles.

## (6) Prisons

Mettre effectivement en place la suspension de peine pour raisons médicales, et faire émerger un système alternatif où le temps de la suspension de peine est décompté de la peine.

Assurer l'accès aux soins et veiller au respect du secret médical en détention.

Assurer l'accès à l'information sur la prévention et aux moyens de prévention du VIH, des hépatites virales et des autres IST, ainsi qu'à la réduction des risques. Mise en place effective des programmes d'échanges de seringues et ouverture de salles de consommation à moindre risque.

Prise en compte de la situation des personnes trans incarcérées.

Améliorer l'état des prisons existantes plutôt que d'en ouvrir de nouvelles, favoriser des peines alternatives à la privation de libertés pour vider les prisons.

## (7) Egalité des droits, droits des minorités

Accès au don du sang pour les gays et bis en mettant fin à la logique de population à risque au profit de celle de pratiques à risque.

Un changement d'état civil allant jusqu'au bout de la démedicalisation et de la déjudiciarisation : libre et gratuit en mairie devant un officier d'état civil sur la base de l'autodétermination.

Des mesures et des moyens pour lutter contre la transphobie, favoriser l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins des personnes trans.

PMA pour tous les couples et toutes les célibataires.

Reconnaissance juridique de l'état-civil des enfants nés de GPA à l'étranger.

Défense et renforcement de l'AME, maintien des aides associées telles que l'ancien taux de solidarité transport en Ile-de-France, arrêt des expulsions des personnes séropositives et leur régularisation.

Arrêt des expulsions des personnes LGBT, notamment vers des pays homophobes.

Régularisation de toutes les sans-papiers.

Abrogation de la pénalisation des clients et l'arrêt de toutes les répressions (arrêtés municipaux, OQTF aux TDS sans-papiers) envers les travailleurEs du sexe.

Favoriser l'ouverture de nouvelles salles de consommation à moindre risque, permettre qu'elles ne soient pas adossées à des hôpitaux.

Légalisation de l'usage de toutes les drogues, campagne de lutte contre la stigmatisation des usagerEs de drogue.

Autorisation des greffes solidaires entre personnes séropositives.

*Cette plateforme de revendications d'Act Up-Paris sera adaptée tout au long de la campagne et évoluera selon son déroulement. Elle sera la base de nos échanges, interpellations, et actions, tout au long de celle-ci.*